



CSE-Central GRDF du 19 mai 2022

Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance

INFLATION

La réponse de la CPPNI le 12 mai dernier à l'ensemble des organisations syndicales sur le sujet de l'augmentation du SNB est tout simplement irresponsable. Se cacher derrière les élections présidentielles pour enfin de compte attendre les élections législatives pour apporter une réponse claire aux salariés de la branche des IEG n'est tout simplement pas entendable.

Les électriciens et gaziers ont une fois de plus la preuve du désintérêt qu'ont les employeurs envers les salariés dont GRDF a sa part de responsabilité.

D'après les employeurs de la branche des IEG, les électriciens et gaziers ne souffriraient pas des effets de l'inflation et il n'y aurait pas d'urgence à augmenter le SNB au même niveau que l'inflation, nous vous invitons à aller expliquer à un agent ayant 2000e net qu'il va vivre avec environ 150e de moins.

Face à une telle ironie, les organisations syndicales ont décidé en interfédérale de durcir le ton et la FNME CGT va s'y employer.

Nous alertons la direction de GRDF que, si les employeurs de la branche n'entendent pas revaloriser le SBN, il faudra vous attendre à de fortes mobilisations au sein de l'entreprise et les seuls responsables seront les directions de la branche, mais également celle de GRDF qui ne défend pas les gaziers.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Suite aux résultats des élections présidentielles, avec un taux record de l'extrême droite, Macron dépasse les bornes en nommant une femme première ministre uniquement pour quelques semaines, comme quoi dans son esprit les femmes ne méritent que des postes précaires, cela ressemble à un onanisme politique. Cette nouvelle première ministre a déjà à son actif une série de mesures antisociales, elle a mené une guerre sauvage contre les chômeurs, pour la dérégulation des prix, pour la casse des transports individuels et collectifs, contre les soignants, pour l'ubérisation des travailleurs, contre l'inspection du travail, mais aussi contre le thermique et plus largement EDF. Elle a participé depuis 30 ans à la destruction libérale du pays en étant très raide avec son entourage professionnel, mettant sur la touche les personnes ayant des opinions divergentes des siennes. Nous avons à faire à une mercenaire du libéralisme qui considère que le dialogue et les concertations sont du temps perdu, du Macronisme pur jus !

REFORME DES RETRAITES

Macron s'enlise dans une réforme des retraites qui ne correspond à aucune nécessité économique. En effet, les chiffres du conseil d'orientation des retraites sont clairs: du fait des précédentes réformes régressives, la part des retraites dans le PIB va baisser. Le report de l'âge légal à 65 ans ne répond donc à aucun besoin de financement. Seuls 38% des personnes de plus de 60 ans sont en emploi, reporter encore l'âge de départ n'augmentera pas l'emploi des seniors, mais fera chuter les pensions qui sont déjà de plus en plus faibles du fait des précédentes réformes et accroîtra la précarité sociale de toutes les tranches d'âge. De plus, l'espérance de vie

en bonne santé stagne à 64 ans. La retraite à 60 ans avec 75% de son dernier salaire c'est possible, pour la financer il faut par exemple : instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, taxer les dividendes, mettre à contribution l'intéressement, la participation et l'épargne salariale, et augmenter les cotisations patronales. De l'argent il y en a : en 2021, 69,4 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires du CAC 40. Cette somme permettrait de rémunérer 1,94 millions de salariés au salaire médian. De plus, supprimer les régimes spéciaux tel que celui que nous avons actuellement dans les IEG n'a aucun sens puisque notre régime est excédentaire et solidaire vu que les excédents sont en partie reversés dans le régime général, à croire que nos politiques font tout pour couler le système des retraites.

Nous devons aussi collectivement préserver notre protection sociale. C'est parce qu'elle est financée par des cotisations qu'elle permet de maintenir le niveau de vie procuré par le salaire. La financer par l'impôt transformerait notre protection sociale universelle en filet minimum de sécurité pour les plus pauvres.

Vous l'aurez compris, il serait dangereux de laisser le pouvoir dans la main d'un seul homme.

CRISE ÉNERGÉTIQUE

La crise énergétique s'aggrave en Europe : les prix du gaz et de l'électricité explosent, la souveraineté et la sécurité énergétique défilent, la réussite de la transition écologique s'éloigne... La solution politique existe : il faut sortir immédiatement l'électricité et le gaz de la logique de marché pour réguler ce secteur vital.

On en est là :

- des prix stratosphériques autour de 200 € le MWh et totalement décorrélés des coûts réels de production ;
- une explosion de la précarité énergétique des « clients malgré eux » particuliers et professionnels ;
- des importations massives de GNL et de gaz de schiste nous éloignant des engagements environnementaux ;
- des opérateurs financiers alternatifs, véritables entreprises creuses, qui s'enrichissent sur la spéculation ;
- un équilibre production/consommation délétère qui va encore surenchérir les prix, d'ailleurs dès septembre rouler avec un véhicule électrique coûtera autant qu'avec un véhicule à essence !

Cette situation est la résultante de plus de 20 ans de chaos néolibéral, organisé par une caste orchidoclaste, dans le secteur électrique et gazier auquel s'ajoute un contexte de guerre et de fortes tensions géopolitiques. Force est de constater que les différents acteurs (Commission européenne, gouvernement français, Commission de Régulation de l'Énergie, Agence de coopération des régulateurs de l'énergie, Association Nationale des Opérateurs Détaillants de l'Énergie) sont bien en peine pour trouver des solutions pérennes face à cette crise. En effet ces acteurs ayant pour seuls buts l'application du dogme concurrentiel du marché et la recherche des profits de court-terme, ils ne peuvent produire que des rustines médiatiques (le chèque énergie par exemple) ou pire aggraver la situation comme avec la spoliation d'EDF en Milliards d'Euros avec l'ARENH.

La FNME-CGT a condamné dès le début cette casse. L'électricité et le gaz sont des biens vitaux de première nécessité qui imposent une maîtrise publique et une planification industrielle pour répondre aux besoins de la Nation. Ce secteur très

sensible et technique exige de fortes compétences, lui appliquer un dogme financier c'est sciemment organiser sa casse !

Les deux entreprises intégrées Électricité de France et Gaz de France ont démontré la pertinence et l'efficacité du modèle d'un Service Public de l'Énergie : prix maîtrisés avec des tarifs réglementés basés sur la production réelle, mix équilibré, complémentarité du gaz et de l'électricité, investissements industriels, sécurité et souveraineté énergétique.

La FNME-CGT revendique la sortie immédiate du marché et la renationalisation d'EDF et GDF. Le Programme Progressiste de l'Énergie est la seule stratégie gagnante pour tous : citoyens, industrie et objectifs climatiques.

MOBILISATIONS À GRDF

Ces dernières semaines, les agents de plusieurs régions sont entrés en lutte afin d'être respectés dans leur intégrité physique et mentale au travail et retrouver de la dignité.

Les agents ont obtenu des avancées sur ces sujets, qui d'ailleurs ne devraient pas nécessiter pareils bras de fer avec les directions afin d'être pris en considération.

À la suite de ces mouvements revendicatifs bien légitimes, nous apprenons que des agents font l'objet de procédures. Mais, en s'intéressant de plus près à celles-ci, on se rend compte qu'il s'agit exclusivement de militants CGT, dont un membre de notre délégation. Les directions concernées seraient-elles revanchardes envers notre organisation?

Nous vous rappelons que les militants CGT ne sont pas des voyous. Ils sont là pour défendre l'intérêt général.

À Paris,

Le 19 mai 2022